

Libre analyse de faits économiques

Note de la Rédaction. – Notre camarade Philippe Verne nous a envoyé la lettre suivante à propos de l'interprétation de certains faits économiques. Nous croyons utile, parce qu'elle fait réfléchir, de la publier, et d'y ajouter le commentaire que l'on pourra lire à la suite.

Cher camarade,

Au cours de mes vacances, j'ai relu le n°24 de septembre 1957 des *Cahiers du Socialisme Libertaire* sur la pensée proudhonienne et je désire te poser un problème qui me tracasse depuis assez longtemps, à savoir celui de l'insuffisance du pouvoir d'achat distribué par la production à la classe ouvrière dans sa totalité.

Proudhon écrit (page 9 des *Cahiers*):

«Ou bien c'est le monopoleur qui enlève au salarié partie de son capital social. B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, ont produit dans l'année comme 10, et ils n'ont consommé que comme 9. En d'autres termes, le capitaliste a mangé un travailleur.

«En outre, par le fait de la capitalisation de l'intérêt, la position des travailleurs s'aggrave chaque année de plus en plus; de telle sorte qu'en poussant la démonstration jusqu'au bout, on arrive, vers la septième année, à trouver que tout l'apport primitif des travailleurs est passé, à titre d'intérêts et de bénéfices, entre les mains du propriétaire-capitaliste, entrepreneur, ce qui signifie que les

travailleurs salariés, s'ils voulaient payer leurs dettes, devraient travailler chaque septième année pour rien!»

Il écrit ensuite (page 11 des *Cahiers*):

«... C'est que la totalité des salaires de France, étant annuellement d'environ six milliards, et la somme des revenus du capital de six milliards, ce qui porte à douze milliards la valeur marchande de la production annuelle, le peuple producteur, qui est en même temps le peuple consommateur, peut et doit acheter, avec six milliards de salaires qui lui sont alloués, les douze milliards de salaires que le commerce lui demande pour prix de ses marchandises sans quoi, le capitalisme se trouverait sans revenu.»

Un des points des théories abondancistes de Jacques Duboin, c'est, d'autre part, que la production moderne, distribuant de moins en moins de pouvoir d'achat du fait du développement intensif du progrès technique, le système capitaliste doit automatiquement se désagréger amenant l'avènement de l'économie distributive.

Or, j'en suis arrivé à douter de ces affirmations, car si elles étaient exactes, il y aurait longtemps que le système aurait été bloqué.

Reprenons d'abord l'exemple de Proudhon. Si dix ouvriers n'ont reçu que 1.000 F (toute épargne exclue), il ne peut logiquement rentrer dans la caisse du capitalisme A que 10.000 F et non 11.000 F. Il est rare que l'ouvrier emprunte régulièrement de l'argent pour acheter les produits. Il achète plutôt à crédit et rembourse par la suite, mais ce n'est que reporter l'échéance, car pendant qu'il remboursera les produits achetés hier, il sera obligé de diminuer le montant total des produits achetés aujourd'hui. Le mois suivant, ayant reçu 1.000 F, il ne pourra acheter que 900 F de produits, par exemple, la différence de 100 F étant réservée au remboursement des mensualités du précédent crédit.

D'autre part, si, par exemple, la totalité des salaires s'élevait en France à six milliards dans un an, pour un revenu national total de 12 milliards (les revenus du capital étant de 6 milliards), comment les salariés pourraient-ils acquérir avec 6 milliards 12 milliards de produits? Logiquement, au bout d'un an il devrait rester au moins 6 milliards de produits invendus, soit la consommation d'une seconde année. Le système se bloquerait en peu de temps. Or, il dure depuis longtemps et se porte assez bien. Il semble donc que cette théorie qui paraît lumineuse est fausse.

Car il faut tenir compte, en plus, de la différence entre le prix d'achat à la production et le prix de vente au détail. En l'espèce, les 12 milliards de production doivent logiquement atteindre, après être passés dans les multiples mains des intermédiaires, 15, 16 ou 18 milliards. Je crois qu'il faudrait disséquer le prix de vente au détail d'un produit. Le prix d'une marchandise comporte, sauf erreur ou omission de ma part: matière première + prix énergie + amortissement matériel + salaires + impôts et charges sociales + profit = prix de gros = A; nous avons ensuite A + marges bénéficiaires (grossistes, demi-grossistes, détaillants), sans oublier le transport + impôts et taxes = prix de détail = B.

En partant de l'achat de la matière première jusqu'à la vente au consommateur, on constate qu'en plus du salaire versé à l'ouvrier qui produit et du profit capitaliste, d'autres catégories de salariés sont solvabilisées. D'où vient alors le pouvoir d'achat distribué entre A et B, en dehors de la production? La différence entre A et B, c'est le secteur tertiaire qui tend à augmenter de plus en plus. En reprenant l'hypothèse extrême de Sismondi, qui avait imaginé que le roi d'Angleterre pouvait, en tournant une manivelle, produire tout ce dont ses sujets avaient besoin, on constate que, dans ce cas, ou bien tous les salariés devraient passer dans le secteur tertiaire, ou bien il faudrait leur distribuer le revenu social préconisé par Jacques Duboin. Mais de toute

façon il existe et il peut se développer une foule d'activités utiles au développement de l'être humain, en dehors de la production des produits de consommation (loisirs, éducation, culture intellectuelle et physique, etc.).

La faiblesse de la théorie discutée, c'est peut-être aussi de se cantonner à l'examen d'une seule entreprise et de ne pas tenir compte qu'un seul billet de banque circulant de main en main permet de consommer plusieurs marchandises. Enfin, les crédits bancaires facilitent encore le fonctionnement du capitalisme.

Reprenons un des exemples cités par Proudhon. Si un industriel produit 11.000 F de biens de consommation de première nécessité ou très utiles, non seulement ses ouvriers, mais également ceux d'autres entreprises les lui achèteront. Il réalisera ainsi son bénéfice ou profit de 1.000 F. Que va-t-il en faire? À son tour, il dépensera une partie pour sa consommation personnelle, et investira le restant dans son entreprise ou ailleurs. Ce faisant, il achètera à son tour des biens de consommation, dès machines, mettant ainsi en circulation les 1.000 F de profit, ce qui permettra aux patrons et ouvriers d'autres entreprises de vendre leur production et de récupérer l'argent avancé pour les salaires, plus le profit.

Le profit capitaliste devient ainsi, déduction faite du pouvoir d'achat de l'employeur, soit du capital variable (salaires), soit du capital constant (modernisation matériel, investissements) pour la production suivante. Comment dans l'économie actuelle, un patron, un entrepreneur pourrait-il régler ses fournisseurs, avancer les salaires de ses ouvriers sans l'existence d'un capital variable provenant des productions précédentes?

Si, par exemple, le patron avance 6 milliards de salaires pour une production atteignant le prix de vente de 12 milliards, il faudrait théoriquement attendre qu'il ait vendu toute sa

production pour pouvoir régler à nouveau ses fournisseurs et verser les salaires eu mois suivant.

Même les dépenses de luxe effectuées par les patrons (achats d'un yacht, d'une villa au bord de mer, séjours en hôtel, achats de robes, bijoux, etc.) permettent aussi au profit de retourner dans le circuit commercial et de distribuer du pouvoir d'achat à toutes les catégories de travailleurs employés dans ces branches.

Même en économie socialiste, il me semble que si la plus-value capitaliste est théoriquement supprimée, bien qu'elle ait été remplacée en Russie par les hauts salaires ou traitements des catégories privilégiées, elle a seulement changé de nom, car, en plus des salaires distribués aux ouvriers, il faut ajouter les traitements du directeur, de la bureaucratie, les impôts versés à l'État et les investissements prélevés pour la production future, qui sont englobés en économie capitaliste dans le profit.

En économie socialiste, comment, en effet, l'État pourrait-il avancer des salaires avant d'avoir vendu la production précédente s'il ne prévoyait également des investissements futurs? Il faut reconnaître cependant que dans un pays où les établissements financiers sont socialisés il y a possibilité alors de recourir aux crédits bancaires sans intérêt, seuls des frais de gestion étant prélevés.

Si je pose ce problème, c'est parce que je pense que vous pourrez m'indiquer si mon raisonnement est vrai ou faux. Car si nous voulons discuter du problème du pouvoir d'achat avec nos adversaires, il faut que nos idées soient claires sur ce problème. Bien entendu, c'est de la formation et du volume du pouvoir d'achat qu'il s'agit. Je n'ai nullement l'intention de justifier la répartition actuelle du pouvoir d'achat qui m'apparaît profondément injuste pour certaines classes sociales, et il est évident qu'il faut lutter pour plus de justice sociale.

C'est l'affirmation disant que la production moderne dégage de moins en moins de pouvoir d'achat qui ne me paraît pas juste.

À mon avis, le problème de la surproduction dans certains secteurs provient, notamment dans le secteur agricole, d'un défaut de planification et d'une insuffisante organisation de l'écoulement de la production puisque des millions d'hommes sont sous-alimentés. La société souffre d'un défaut d'organisation rationnelle comme le préconise le socialisme libertaire.

Je m'excuse du décousu de ma lettre où j'expose sans doute imparfaitement le problème qui me préoccupe, mais je pense que vous me comprendrez quand même. Au besoin, ce problème pourrait faire l'objet d'un article dans les *Cahiers*, car les doutes qui sont dans mon esprit ne me sont probablement pas personnels sur ce sujet.

Philippe Verne

Commentaires

Les questions soulevées par notre ami Philippe Verne méritent examen et donnent l'occasion de préciser un peu mieux certains problèmes de l'économie capitaliste, et de l'économie tout court. Malheureusement le temps nous manque pour les approfondir comme il le faudrait et, disons-le honnêtement, nous ne pouvons, dans cette période, nous en occuper suffisamment; on ne peut tout faire à la fois. Cependant, nous apporterons quelques commentaires qui contribueront, espérons-le, à mieux comprendre le sujet.

Il est évident que lorsque Proudhon écrivait que les produits fabriqués par la classe ouvrière, et qui avaient coûté au capitalisme six milliards de salaires, étaient revendus douze milliards, il n'entendait pas par là que la différence de six milliards était composée uniquement de bénéfices empochés par les employeurs. Il faudrait peut-être d'abord distinguer entre «revenu» et «intérêt»; puis entre «revenu brut» et «revenu

net». Car le revenu brut contient des éléments se rapportant au coût de la production, et qu'il faut défalquer pour que le revenu net apparaisse exactement.

De plus, le seul fait que c'est «dans le commerce» que les salariés devront acheter les marchandises qu'ils ont produites implique que ce qui a fait doubler le prix de cette marchandise par rapport aux salaires touchés n'est pas composé seulement de ce bénéfice patronal, car pour le capitalisme le prix de revient se compose aussi de la matière première, de l'outillage, des frais généraux, des impôts, etc.; puis s'ajoute le circuit de la distribution, à ses divers échelons, avec non seulement ce que tant les grossistes que les détaillants perçoivent pour se dédommager de leurs dépenses, et pour leurs moyens d'existence – toujours plus élevés que celui des travailleurs – mais encore les moyens de transport, les pertes, les impôts, etc. Or, n'oublions pas que les impôts servent non seulement pour payer l'armée, la police, la bureaucratie et les autres institutions que Proudhon répudiait, mais aussi un grand nombre de services publics (enseignement, organisation sanitaire, construction et entretien de routes, de canaux, et une infinité d'autres activités absolument nécessaires à toute vie civilisée). Le montant des dépenses occasionnées par toutes ces institutions et toutes ces activités se retrouve inclus dans les six milliards de francs mentionnés.

Proudhon savait tout cela. Du reste, dans d'autres cas supposés par lui, la différence entre le total des salaires et la somme des produits à payer est-elle moins grande, ce qui rend le problème plus facile à examiner: elle passe de 20 à 25 milliards pour l'hypothèse qu'il formule dans *Qu'est-ce que la propriété*, et qu'il reprend dans *Système des contradictions économiques*.

Puis, ayant cité ces chiffres, il écrivait: «Après que le monopole a fait son compte de frais, de bénéfice et d'intérêt, le salarié-consommateur fait le sien; et il se trouve qu'en

lui promettant un salaire représenté dans le contrat de travail par cent, on ne lui a donné réellement que soixante-quinze.» La différence n'est déjà plus du simple au double, mais de 25 pour cent maintenant, et ne comprend pas seulement, comme on l'a vu, que l'intérêt du capitaliste. Proudhon a dénoncé avec assez de force le vol des intermédiaires pour qu'on voie que les choses sont plus compliquées que ne laisse supposer un raisonnement un peu sommaire, quoique suffisant à, l'époque pour sa démonstration.

D'autre part, et surtout de nos jours, le capitalisme est arrivé à comprendre que les consommateurs sont aussi composés de salariés, et qu'il ne faut pas étrangler ces derniers. L'exagération de Duboin et de ceux qui, après Marx – et en partie aussi après Proudhon – les a poussés à soutenir que les moyens d'acquisition de la masse salariée ouvrière diminueraient de plus en plus, pour des raisons diverses, ne résiste pas à l'analyse. À l'analyse des faits d'abord, car on voit que dans les nations où le capitalisme est le plus avancé du point de vue technique, le standard de vie des non capitalistes ne fait que s'élever. Et il devait en être fatalement ainsi, car les bourgeois ne pouvaient absorber à eux seuls tous les produits croissants en variété et en quantité qui sortaient des usines se perfectionnant toujours; il fallait fatalement trouver d'autres consommateurs, et les marchés internationaux ne suffisant pas, se tourner vers ceux-là mêmes qui se trouvaient à leur portée. C'est ce qui a motivé la réponse de Walter Reuther, le leader bien rémunéré des travailleurs de l'automobile aux U.S.A., à un magnat qui, lui faisant visiter les usines où règne l'automation et lui disant que l'on pourrait bientôt se passer des travailleurs et que les grèves étaient finies, répliquait: «Oui, mais qui vous achètera les automobiles?»

L'analyse des faits économiques nous oblige même à rectifier certains raisonnements simplistes qui furent tenus pendant longtemps dans les écoles révolutionnaires. On n'a pas compris

suffisamment que les travailleurs-producteurs étaient une partie généralement minoritaire de la société, et qu'ils pouvaient devenir plus minoritaires encore. Mais la partie vraiment productive, même si elle diminue, produit de plus en plus grâce aux perfectionnements techniques, ce qui permet au régime capitaliste, selon son degré de développement et de productivité, de maintenir, surtout par l'intervention de l'État qui s'efforce d'éviter des catastrophes (et qui les évite), une partie plus ou moins importante de la population dans des emplois souvent fictifs, ou par l'augmentation continuelle du secteur tertiaire. Par conséquent, prévoir l'amenuisement de la distribution du pouvoir d'achat, c'est ne pas tenir compte de tous les faits non économiques qui interviennent dans les faits économiques, et souvent en modifient les lois.

Cette réalité de la proportion des producteurs par rapport à l'ensemble de la population nous a toujours fait nous dresser, inutilement du reste, car les formules simples et simplistes ont la vie dure, contre la fameuse exigence: «à chacun le produit intégral de son travail»; car de l'apport de chaque producteur, il fallait fatalement et il faudra toujours retirer cette partie nécessaire à la population non productive – femmes, enfants, vieillards, impotents, travailleurs non producteurs au sens économique classique, etc. – et à celle employée dans les services sociaux. Que «produit» au point de vue réel de la production un instituteur, un médecin, une infirmière, un acteur, une assistante sociale, un comptable, etc.? Or, l'augmentation du secteur tertiaire ne provient pas seulement de l'évolution du capitalisme créant de fausses occupations: elle provient aussi du développement de la civilisation, qui multiplie des fonctions nécessaires à la vie plus humaine et plus civilisée considérée sous tous ses aspects.

Le bénéfice perçu par le capital n'est donc pas la seule raison valable de notre lutte pour la disparition de ce

dernier. Car, et nous avons déjà, insisté sur cette question – par exemple, dans notre essai *Pratique du socialisme libertaire* – le partage des sommes énormes qui constituent ses intérêts n'améliorerait pas tellement le sort des quelque vingt-deux millions de salariés de ce pays et de leur famille. En plus de l'exploitation de l'homme par l'homme (mais il faudrait aussi poser, dans le complexe mécanisme capitaliste, le problème de l'exploitation des salariés pauvres par les salariés privilégiés dont le total de privilèges est peut-être supérieur au total des bénéfices du capitalisme), c'est par là un parallélisme de la production et de la consommation, le désordre, le gaspillage, la surproduction inutile dans tant de cas, l'insuffisance dans d'autres, que le capitalisme doit être remplacé. Dans l'ensemble de l'Europe occidentale et aux U.S.A., le pourcentage net des intérêts est, en moyenne – Raymond Aron l'écrivait encore dans un livre récent – de cinq pour cent. L'ensemble des comptes rendus financiers, et des bilans publiés dans la presse spécialisée, ou des intérêts payés aux actionnaires – et sur lesquels l'État prélève encore des impôts – est aussi de cinq pour cent, parfois plus, parfois moins. Nous insistons donc pour une vision plus précise des choses, sans oublier toutefois qu'il faut mettre au compte du capitalisme un certain nombre de guerres et de massacres, de crises et d'innombrables immoralités.

Sans cesser donc de lutter pour la disparition du capitalisme, il est bien que des examens plus précis éclairent notre lanterne. Car les erreurs dans l'appréciation des conditions de l'adversaire nous font aussi commettre des erreurs de tactique, ou de stratégie, ou dans les dispositions et les mesures qui sont ou devraient être en partie les conséquences du combat engagé.